

Curriculum vitae

RIVET

Nathan

nathan.rivet@sciencespo.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE.....	2
PARCOURS ACADÉMIQUE	3
POSTES OCCUPÉS	3
CURSUS UNIVERSITAIRE.....	3
SÉJOURS, INVITATIONS	3
ENSEIGNEMENTS.....	4
SYNTHÈSE – 881 HETD.....	4
DESCRIPTIFS DES ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS	5
AUTRES RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES.....	7
RECHERCHES	8
DISTINCTIONS, PRIX	8
THÈSE	8
PUBLICATIONS, COMMUNICATIONS, DIFFUSION	9
PROJETS, RESPONSABILITÉS ET ANIMATIONS DE LA RECHERCHE.....	14
COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES	15

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE

SITUATION ACTUELLE

- Post-doctorant au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET/CNAM)
- Qualifié aux fonctions de maître de conférences en science politique et sociologie (04 & 19)
- Chercheur associé au Centre Maurice Halbwachs (CMH - ENS/EHESS/CNRS/INRAE) et au Centre de Sociologie des Organisations (CSO - Sciences Po/CNRS)
- Enseignant vacataire à l'Université de Rouen, de Liège et d'Évry

ENSEIGNEMENTS

- **881 heures d'enseignement équivalent TD**
- **Sept établissements** : École Normale Supérieure, Sciences Po, U. Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, U. Rouen, U. Liège, U. Nanterre, U. Évry
- **Niveaux** : L1/L2/L3 – M1/M2
- **4 cours magistraux, 4 séminaires, 5 travaux dirigés**, 3 assistances d'enseignement, nombreuses activités complémentaires
 - **Enseignements généralistes** : Introduction à la science politique, Introduction à la sociologie
 - **Enseignements de méthodes** : Stage de terrain du master PDI, Suivi des mémoires, Cours de préparation à l'oral de l'agrég. de SES, Grandes enquêtes sociologiques, Méthodologie du travail universitaire
 - **Enseignements thématiques** : Sociologie du droit, Sociologie des risques, Atelier de recherche sur les relations professionnelles pénitentiaires, Sociologie du travail et de l'emploi, Risques et Santé, Sociologie de l'action organisée
 - **Activités complémentaires** : Jurys d'admission écrits et oraux (licence, master, contrats doctoraux) ; Direction de mémoires (15 entre 2023 et 2027)

PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

- **2 prix de thèse (Cour des comptes | Jean Carbonnier) et 1 prix de revue (RFSE)**
- **5 articles parus et à paraître dans des revues à comité de lecture** : *Champ pénal, Gouvernement & action publique, Revue française de Socio-économie (prix jeune auteur), Travail et Emploi, Oñati Socio-Legal Series* (ang.)
- **1 chapitre dans un ouvrage collectif**
- **3 articles dans des revues sans évaluation par les pairs** : *Revue Délibérée, Regards croisés sur l'économie, AOC*
- **5 recensions** : *Gouvernement & action publique (2), Droit et Société (1), Sociologie du travail (1), Lectures (1)*
- **16 communications lors de colloques, journées d'études et congrès** (nationaux ou internationaux) **sur appel**
- **12 présentations lors de séminaires de laboratoire, internes ou en tant qu'invité**

DOMAINES DE RECHERCHES

- Sociologie de l'**État**, de l'**action publique** (Transformation des administrations, réforme de l'État)
- Sociologie du **droit** et de l'**économie** (Contrats, marchés publics et partenariats public-privé ; Sous-traitance, externalisation, privatisation)
- Sociologie du **travail**, des **professions** et des **relations professionnelles** au sein de la FP
- Sociologie du **champ pénitentiaire** (Prison, administration, politiques pénales)

PARCOURS ACADÉMIQUE

POSTES OCCUPÉS

2026-27	Postdoctorant au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET/CNAM) – 1 an
2024-26	Contrat d'ATER à temps plein (2 * 192 HETD) à l'ENS - PSL – 2 ans
2023-24	Contrat d'enseignant contractuel (192 HETD) à l'ENS - PSL – 1 an
2019-23	Contrat doctoral avec monitorat (+ de 192 HETD) à Sciences Po. – 3 ans et 7 mois

CURSUS UNIVERSITAIRE

2024	Doctorat - Sciences Po - CSO (CNRS/Sciences Po) <u>Titre de la thèse</u> : « Former l'État par sa privatisation. Le recours au secteur privé dans les prisons françaises » <u>Direction</u> : Jérôme PELISSE – Professeur des Universités – Sciences Po – CSO <u>Jury</u> : Gilles CHANTRAINE – Directeur de recherche au CNRS – Clersé (rapporteur) Anne-Cécile DOUILLET – Professeure des Universités – U. de Lille – CERAPS (présidente) Andrea MENNICKEN – Associate Professor – London School of Economics and Political Science Fanny VINCENT – Maîtresse de conférences – U. de Saint-Étienne – Triangle Jean-Marc WELLER – Directeur de recherche au CNRS – LISIS (rapporteur)
2019	Master Sociologie - Sciences Po
2017	Licence en sciences sociales - Sciences Po
2016-17	Échange universitaire - University of Washington, College of Arts

SÉJOURS, INVITATIONS

2026 sept.	Résidences Adamas – Château de Goutelas, France
2022 janv.- juin	Chercheur invité - London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni

ENSEIGNEMENTS

SYNTHÈSE – 881 HETD

	Intitulé du cours	Université	Niveau	Parcours	Effectif	Équivalent HETD	
	Cours magistraux						
2027	Sociologie de l’action organisée	U. Liège	Master	Gestion ressources humaines, Sciences du travail	60	18 (12,5 HECM)	
2026	Risque et santé	U. Rouen	L3	Licence Sociologie	60	36 (24 HECM)	
2024 ; 25 ; 26	Introduction à la sociologie du droit	U. Nanterre et ENS-PSL	L3/M1/ M2	Département Sciences Sociales	40	36 * 3 (24 HECM)	
2024 ; 25 ; 26	Introduction à la science politique	ENS-PSL	L3/M1/ M2		60	36 * 3 (24 HECM)	
	Séminaires						
2023/24/25/26	Enquête collective [sur les relations professionnelles dans l’administration pénitentiaire]	ENS-PSL	L3/M1/ M2	Département Sciences Sociales	15	36 * 3 (24 HECM)	
2023/24/25/26	Atelier de suivi des mémoires	ENS-PSL/EHESS	M2	Master Pratiques de l’Interdisciplinarité	25	18 * 3	
2024 ; 25 ; 26	Stage de terrain d’une semaine	ENS-PSL/EHESS	M1		20	29 * 3	
2024 ; 25 ; 26	Cours de préparation à l'oral de l'agrégation de SES	ENS-PSL	M1/M2	Prépa Agreg ENS	20	6 * 3	
	Travaux dirigés						
2026	Méthodologie du travail universitaire (MTU)	U. Rouen	L1	Licence Sociologie		14	
2024 ; 25 ; 26	Introduction à la sociologie du droit	U. Nanterre et ENS-PSL	L3/M1	Département Sciences Sociales	40	15 * 3	
2020 ; 2021	Introduction à la sociologie	Sciences Po Reims	L1	Licence Sciences Po	20	24 * 4	
2019	Mener l’enquête, analyser le monde social	Sciences Po Nancy	L2		20	24	
2021	Sociologie du travail et de l’emploi	Univ. Versailles Saint-Quentin	L2 AES	Licence AES	35	18	
	Assistant d’enseignement						
2020	Sociologie des risques	Sciences Po Paris	L3	Licence Sciences Po	60	16 * 2	
2021	Sociology of Risks		L3		70	16	
2020	Réguler, Réprimer, Contester Usages du droit en tension		M1	Formation commune M1 de Sciences Po	100	16	
	Autre						
Depuis 2023	Encadrements (+ jury) de mémoires	ENS, Nanterre, Liège, Évry	M1/M2	Département Sciences Sociales	15 étud.		
2024 ; 25 ; 26	Jury d'admission - Master PDI	ENS-PSL/EHESS	M1/M2				
2024 ; 25 ; 26	Jury d’admissibilité / admission Concours normalien étudiant lettres	ENS-PSL	L3				
2024 ; 25 ; 26	Jury d'attribution des contrats doctoraux	ENS-PSL					
	Tutorats	ENS-PSL	L3/M1/ M2			16 * 3	
2021 ; 22	Évaluateur – dossiers	Sciences Po Paris	Licence	Licence Sciences Po		10	
2022 ; 23	Examineur – oraux					17	
				Total		881	

2027	Vacataire (8 HETD – direction de 2 mémoires) – Université d'Évry
2027	Vacataire (0,1 ETP ≈ 18 HETD + 3 mémoires dirigés) – Université de Liège - Belgique
2026	Vacataire (50 HETD) – Université de Rouen Normandie
2024-26	ATER en science politique et sociologie (04/19) – 192*2 HETD + 13 mémoires – ENS-PSL
2023-24	Enseignant contractuel (192 HETD) – « Sociologie politique du droit » – ENS-PSL
2021	Vacataire (18 HETD) – Université Versailles Saint-Quentin en Yvelines
2019-22	Contrat doctoral avec monitorat & vacations (192+ HETD) – Sciences Po Paris

DESCRIPTIFS DES ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS

Cours magistraux et séminaires :

Introduction à la science politique	<p>Cours magistral ouvert à l'ensemble des élèves de l'ENS (tous les départements et niveaux inclus) et obligatoire pour les élèves du département des sciences sociales. Le cours revient sur les principaux concepts et dimensions de la science politique. La construction de la science politique en discipline, la formation des États, l'action publique (par le haut, par le bas, le <i>new public management...</i>), la sociologie électorale et l'engagement (élus·es, partis, vote...), organisations trans et supranationales (UE, ONU, ONG), nations, nationalismes et migrations. Le cours propose également des séances transversales comme l'importation, la traduction et l'utilisation de Max Weber en France au long du XX^{ème} siècle ou encore une séance sur l'environnement pour y appliquer les concepts vus précédemment.</p> <p>Le cours repose sur plusieurs niveaux de lecture afin de pouvoir approfondir les connaissances des étudiant·es initié·es à la discipline mais également d'introduire le regard des sciences sociales aux néophytes. Chaque séance est l'occasion pour l'enseignant de brosser sous la forme magistrale un état des connaissances et des débats du champ sur un aspect de la discipline. Il s'adosse par endroit à un article à lire sur une enquête de terrain et une présentation de 5 minutes (une chronique) d'un duo d'étudiant·es afin d'appliquer les concepts vus à des situations d'actualité internationale.</p>
Introduction à la sociologie du droit	<p>Cours magistral ouvert à l'ensemble des élèves de l'ENS (tous les départements et niveaux inclus) et obligatoire pour les élèves du master Nanterre-ENS-EHESS « Systèmes juridiques et droits de l'homme ». Le cours est divisé en trois parties : travail du droit et droit comme référentiel pour l'action (écriture du droit et de la loi, approche webérienne, <i>legal consciousness studies...</i>) ; inégalités dans et face au droit et à la justice (approches marxistes et foucaaldiennes, travaux féministes sur la justice, discussion du lien entre race et justice pénale...) ; professionnel·les du droit et champ juridique (champ juridique, travaux sur les juges et les avocat·es, conclusion sur les intermédiaires du droit et la sociologie américaine du droit).</p> <p>Le cours, revenant sur les différentes littératures de sociologie du droit et de la justice, a également l'ambition d'introduire les méthodes des sciences sociales aux étudiant·es juristes du cours. Chaque semaine, un·e chercheur·se (doctorant·e en fin de thèse ou jeune docteur·e) vient présenter ses recherches récentes (parcours, méthodes, résultats) : les étudiant·es sont évalué·es sur les questions et la discussion de l'intervention.</p>
Enquête collective – syndicats pénitentiaires	<p>Cours-séminaire adossé à un projet de recherche avec Corentin Durand (Clerse/CNRS) sur les relations professionnelles pénitentiaires (R2P). Cet atelier pluri-annuel a pour objectif de faire réaliser aux étudiant·es une enquête en totalité. Sur un an, les participant·es préparent, réalisent une enquête puis analysent les données récoltées avant de rédiger un rapport collectif. Les étudiant·es sont formé·es aux techniques d'entretien, de recueil documentaire, d'analyse. Ils bénéficient de points théoriques réguliers sur la sociologie des relations professionnelles, de la prison, des administrations publiques. L'objectif de cet atelier est d'aboutir à un ouvrage collectif saisissant les relations professionnelles pénitentiaires au prisme de plusieurs questions de sociologie : féminisation, réforme statutaire, syndicalisme de cadre, engagement politique, modes d'action...</p>

Encadrement du stage de terrain du master PDI	Le stage de terrain, obligatoire pour les M1 du master Pratiques de l'Interdisciplinarité en sciences sociales, se déroule pendant une semaine complète en dehors de Paris et vise à enseigner aux étudiant·es les méthodes, outils et questionnements de l'enquête ethnographique. Les étudiant·es réalisent en binôme une enquête sur un sujet préalablement défini, tout en étant accompagné·es et encadré·es par une équipe d'enseignant·es présent·es sur place. Chaque binôme rédige un rapport qui fait l'objet d'une discussion collective lors d'une journée de restitution prenant la forme d'un séminaire collectif. Outre l'enquête, l'analyse et la rédaction, cette semaine de socialisation à la recherche apprend les bases de la discussion scientifique.
Atelier Mémoire M2	À destination des M2 PDI, l'atelier a pour objectif d'accompagner les étudiant·es dans les phases de conception, structuration, problématisation, rédaction et mise en forme du mémoire de M2 réalisé individuellement au cours de l'année. Des exercices d'écriture et discussions collectives rythment les séances (autour d'un état de l'art, d'une introduction, d'un matériau) ; au fur et à mesure de l'année, les participant·es sont invité·es à fournir des extraits plus conséquents (chapitres...) et la discussion se fait entre tous·tes les participant·es de l'atelier.

Travaux dirigés :

Introduction à la sociologie du droit	Dans la continuité du CM, les étudiant·es réalisent des exposés en groupe sur plusieurs textes fournis par l'enseignant. Les textes doivent être croisés mais également faire l'objet d'une discussion critique. D'autres étudiant·es ont pour responsabilité d'organiser la discussion contradictoire. Les étudiant·es réalisent également une enquête sur le semestre à partir d'entretiens, d'observations ou d'analyse de données statistiques. Le cours a pour vocation d'initier à plusieurs méthodes des sciences sociales et ainsi de déplier les méthodes permettant de saisir le droit en sociologue.
Introduction à la sociologie	Adossé à un CM d'introduction, le TD répond à un triple objectif pour des L1 généralistes : approfondir les concepts vus en cours et croiser ceux-ci avec des auteurs classiques de la sociologie (Weber, Durkheim, Bourdieu, Goffman, Marx etc.) et un de leurs textes par séance ; apprendre le commentaire de documents (qualitatifs, quantitatifs, institutionnels, iconographiques...) afin d'être en capacité de produire des notes argumentées et critiques ; s'initier à la méthode sociologique par la réalisation de points sur les observations, la régression, l'ACM afin d'être en mesure de réaliser une petite enquête par binôme sur une observation réalisée dans la ville.
Mener l'enquête, analyser le monde social	Adossé à un CM revenant sur plusieurs « grandes enquêtes sociologiques », le TD a pour objectif d'approfondir avec des étudiant·es de L2 l'enquête en sciences sociales. Le TD est tourné vers la réalisation d'enquêtes sur un semestre en mobilisant plusieurs méthodes qualitatives (entretiens, observations, sources écrites) et quantitative (questionnaire). L'année du TD réalisé, les enquêtes devaient travailler sur les services publics nancéens. Accompagnement et formation des étudiant·es dans la construction du protocole, la récolte des matériaux, leur analyse et l'écriture du rapport final. L'approfondissement du CM se fait par la lecture de comptes-rendus d'enquêtes.
Sociologie du travail et de l'emploi	Adossé à un CM d'introduction sur les formes historiques de l'organisation du travail et les transformations contemporaines de l'emploi en France, le TD, à destination de L2 AES, revient sur les apports de la sociologie du travail et de l'emploi (statuts d'emploi, organisation du travail, transformation des activités...) à partir de travaux théoriques et empiriques. Travail sur plusieurs concepts et réalisation par les étudiants d'une enquête par entretien sur le sale boulot.

Positions d'assistant d'enseignement :

Cours et tutorats d'approfondissement des concepts (sociologies du risque et du droit) et enseignements méthodologiques ; suivi hebdomadaire des enquêtes et des *research papers* des étudiant·es (plus d'une cinquantaine de travaux à la fois) ; suivi logistique et administratif du cours sur le semestre ; *office hours* et tutorat ; correction des évaluations

Encadrements de mémoire de M1 et de M2

Depuis 2023	Encadrement de plusieurs mémoires de M1 et M2 en science politique, sociologie et sciences du droit. Rencontre mensuelle avec chaque étudiant·e, retours sur la démarche empirique et théorique, organisation et édition des rapports des soutenances. <u>Thématiques</u> : <i>Expertises profanes, mobilisations et environnement ; Histoire des idées sur l'abolitionnisme pénal ; Régulation juridique au sein de la police ; Droit et mouvements sociaux alternatifs ; Justice des mineur·es au prisme du genre ; Neutralité de genre dans la jurisprudence du Conseil d'État ; Communication et politisation des procureurs de la République ; Socialisation professionnelle des élèves avocats au sein de grands cabinets de conseil ; Lien entre affinités et engagement militant ; Carrières biographiques et médicales de personnes parasomniaques ; Réforme et gouvernement du TIG ; Sociologie de la quantification du recrutement des militaires de l'Armée de terre</i>
-------------	---

AUTRES RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Responsabilités pédagogiques

2024-26	Responsable du groupe de travail relatif à la maquette pédagogique du Département de sciences sociales de l'ENS de Paris pour la filière droit et sciences sociales
2023-26	Membre du Conseil du Département de sciences sociales de l'ENS – Ulm
2023-26	Membre du Conseil Pédagogique du Master Pratiques de l'interdisciplinarité (PDI – ENS/EHESS)

Jurys

2023-26	Membre du jury d' attribution des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN)
2023-26	Membre du jury (dossier, concours écrit, entretiens) du Concours national étudiant lettres (CNEL) de l'École Normale Supérieure - Ulm
2023-26	Membre du jury d' admission procédure MonMaster du Master 1 & 2 du Master Pratiques de l'interdisciplinarité en sciences sociales (PDI) co-habilitation EHESS et ENS
2021-23	Évaluateur de dossiers et d'oraux dans le cadre de la procédure Parcoursup pour l'entrée en Bachelor à Sciences Po Paris

Responsabilités institutionnelles

2022-24	Membre élu au Conseil de l'École Doctorale de Sciences Po Groupes de travail sur l'accueil des doctorant·es (administration, formation, enseignement, intégration...) ; Réforme de la rémunération des enseignements
2020-22	Membre élu au Conseil de l'Institut (ex. Conseil de direction) de Sciences Po Membre de groupes de travail sur les vacataires, la réforme des frais de scolarité, la QVT ; Discussion et vote du budget de Sciences Po ; Participation à la procédure de sélection du nouveau directeur de Sciences Po

RECHERCHES

DISTINCTIONS, PRIX

2025	Prix Jean Carbonnier 2025 - Institut Robert Badinter (<i>anc.</i> Institut des études et de la recherche sur le droit et la Justice [IERDJ] / Mission de recherche Droit et Justice) (5000 €)
2025	Prix de thèse 2025 - Cour des comptes [url] (2500 €)
2023	Prix Jeune auteur - Revue française socio-économie pour l'article « À la recherche de la concurrence. L'État au défi de la privatisation de ses prisons. » [url]
2021-22	Lauréat du programme de soutien à la jeune recherche du Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques (Sciences Po/UPC) (2000 €)

THÈSE

- Soutenue le 15 novembre 2024 à l'Institut d'Études Politiques de Paris
- Dirigée par Jérôme Pélisse (CSO – Sciences Po/CNRS)

Résumé :

Depuis 1987, **diverses entreprises privées interviennent dans les prisons françaises** et assurent des missions telles que la maintenance, la restauration, la buanderie, le travail pénal, la cantine, le transport des détenues, les soins de santé et l'accueil des familles. En étudiant la gestion déléguée et les partenariats public-privé pénitentiaires, cette thèse met en lumière un paradoxe : alors que le secteur privé se développe, l'État ne se retire pas, bien au contraire. **Cette énigme constitue le point de départ d'une enquête multi-située s'appuyant sur trois mois d'observation en prison, plus d'une centaine d'entretiens ainsi que l'analyse d'archives.** Des coursives de Fleury aux couloirs de Bercy, la thèse démontre que la **privatisation à l'œuvre forme l'État sous différentes coutures**. En plus de servir l'extension de l'infrastructure carcérale, la sous-traitance y redéfinit la division du travail et modifie en profondeur les hiérarchies professionnelles et morales qui structurent cet univers. Les incertitudes et les tensions qui jalonnent les relations entre le public et le privé impliquent alors une bureaucratisation de l'administration pour contrôler les entreprises. Cette dynamique, qui participe à la rationalisation et la formalisation du quotidien carcéral, illustre l'ambivalence dans la régulation du marché dont le secteur public est à la fois captif et architecte. **En réformant, déformant, informant et transformant l'action publique, l'administration et les frontières étatiques, le recours au secteur privé redéfinit la perception et la compréhension de l'État par celles et ceux qui le côtoient et le font exister.**

Articles dans des revues avec évaluation par les pairs (5)

À paraître

« Bad cops, good people & dirty work: (dis)qualification et (dé)légitimation du travail carcéral à l'épreuve de la privatisation des prisons françaises », *Travail & Emploi*

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses administrations externalisent une partie de leurs missions notamment à destination du secteur privé lucratif. L'inclusion d'agent·es privé·es au sein des organisations publiques segmente le travail des fonctionnaires et conduit à la cohabitation de travailleur·ses aux statuts d'emploi différenciés. À partir du cas de prisons françaises faisant face à une externalisation de nombreuses missions présentées comme « support », cet article défend l'idée que la délégation n'a pas pour effet une forme d'hybridation ou de brouillage entre public et privé. Au contraire, la présence d'entreprises privées en prison sert la reconstruction d'identités professionnelles et aboutit à une dualisation des mains d'œuvre cherchant à se différencier sur les plans moraux et statutaires. Ainsi, plutôt que comprendre de manière statique et individuelle les différences de valeurs ou de conditions de travail entre agent·es public·ques ou privé·es, il montre que les catégories sectorielles que sont le public ou privé émergent au concret de leur application. Les disqualifications et délégitimations provenant du public comme du privé sont alors l'outil d'un travail permanent de distinction et de redéfinition de l'identité de leur groupe professionnel respectif.

2025

« Privatization as Bureaucratization – Contracts, accountability, and uses of law in the privatization of French Prisons », *Oñati Socio-Legal Series*. doi.org/10.35295/osls.iisl.2019

Contemporary prison privatization has been the focus of many studies. While most research mainly looks at political factors and practical results, few have explored the organizational impact of outsourcing. Despite privatization being often seen as a sign of liberalization and deregulation, this article uses the French prison privatization example to highlight the connection between privatization and bureaucratization. Based on observation and interviews, this study makes three claims. First, it argues that prison privatization is a changing relationship between public and private sectors, leading to controversy over private accountability. Second, it suggests that outsourcing contracts create a new layer of law with public compliance officers becoming a new form of legal oversight. Third, it shows how these controllers enforce contract terms in their own interest, resulting in an adversarial legal culture between public and private services. The article concludes by suggesting a fresh approach to studying privatization using qualitative methods.

2023

« À la recherche de la concurrence. L'État au défi de la privatisation de ses prisons », *Revue Française de Socio-Économie*, 31(2), pp. 25-41. doi.org/10.3917/rfse.031.0025

En se fondant sur l'étude des relations qu'entretiennent l'administration pénitentiaire et ses prestataires privés au sein des partenariats public-privé introduits en prison au cours des années 1990, cet article éclaire les effets inattendus d'un processus de privatisation de l'action de l'État. Alors que de nombreuses recherches ont souligné l'expansion du marché au sein de l'action publique, le cas du ministère de la Justice révèle la dynamique ambivalente d'une marchandisation espérée, mais partiellement déçue. D'un côté, l'État coconstruit avec les entreprises privées le dispositif marchand afin de pérenniser leur présence sur ce secteur stratégique et d'assurer un minimum de concurrence. De l'autre, malgré une dépendance accrue vis-à-vis de l'oligopole de prestataires qui s'est structuré au fil des années, l'État tente de conserver sa place de régulateur et de décideur au sein de ses prisons en accroissant le contrôle de ses prestataires. Cette tension entre dépendance et contrôle aboutit à une politique de régulation en partie contraire aux croyances économiques qui avaient motivé la privatisation des prisons en première instance. Elle témoigne des contradictions et intérêts divergents au sein de l'administration qui, dans une politique publique en action, travaillent le mythe du marché et de ses vertus.

2023

avec Henneguette A. « Des prisons privées dans l'Hexagone ? La solution intermédiaire de la privatisation française », *Gouvernement & action publique*, 12(2), pp. 115-136. doi.org/10.3917/gap.232.0115

Cet article s'intéresse au recours au secteur privé dans les prisons françaises à partir de 1987, en le mettant en perspective avec le mouvement de privatisation des structures pénitentiaires dans le monde anglo-saxon. Il avance deux principaux résultats. D'une part, la privatisation recoupe dans le secteur pénitentiaire des sens et des significations variés selon les contextes nationaux. Le modèle français (la gestion déléguée) apparaît alors intermédiaire en comparaison des autres pays étudiés : bien que moins extensive qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni, la gestion déléguée est à présent le modèle de référence de gestion des prisons et concerne une part de la population carcérale bien supérieure à celle de ses voisins européens. D'autre part, la privatisation est loin d'être le synonyme d'une disparition de l'État : l'administration pénitentiaire sous-traite ou délègue plus qu'elle ne se retire totalement. L'État tend à déplacer son champ d'action vers une activité de contractualisation et de contrôle participant à la formalisation et la rationalisation du fonctionnement des prisons déléguées.

2022

« Contrôler la gestion déléguée des prisons. Les services de l'administration pénitentiaire face aux partenariats public-privé (1990-2020) », *Champ pénal*, 25. doi.org/10.4000/champpenal.13779

Depuis 1990, l'administration pénitentiaire délègue à des entreprises privées de nombreuses missions dites non régaliennes, mais indispensables au fonctionnement quotidien des prisons, comme la maintenance, la restauration, la cantine ou le travail pénal. Au-delà de l'inscription de la prison dans le courant de la nouvelle gestion publique par la mise en œuvre et circulation de réformes gestionnaires, cette sous-traitance institutionnalisée a très rapidement posé la question de son contrôle par l'administration elle-même. L'étude du développement de services pénitentiaires spécialisés dans le suivi et le contrôle de cette gestion déléguée montre alors comment la prison s'est transformée, impliquant de nouveaux professionnels spécialisés dans les questions d'externalisation. On observe alors, par trois mouvements sur les trente dernières années, comment la gestion déléguée s'est diffusée, comment un rapport de force s'est progressivement institué dans la relation public-privé mais également comment le recours au secteur privé – se voyant de plus en plus admis et accepté par les membres de l'administration – a participé à recomposer des groupes professionnels pénitentiaires.

Articles dans des revues sans évaluation par les pairs (3)

à paraître

« Retour sur le « capitalisme carcéral ». Penser l'histoire pénale au prisme de ses développements économiques », *Revue Délibérée*

Interroger le rôle occupé par le secteur privé lucratif au sein de la chaîne pénale suppose de réfléchir au développement conjoint des infrastructures carcérales et du capitalisme. Constitution d'un profit amoral sur une peine de justice pour les un·es, le recours au secteur privé est au contraire encouragé par les autres sous couvert de gages d'efficacité, d'économie ou encore d'innovation. Un regard tourné vers l'histoire pénitentiaire bat en brèche l'idée d'un monopole public sur la privation de liberté. Du bagne aux prisons, l'histoire pénale comprend de nombreux agencements successifs entre État et secteur privé servant à perpétuer, si ce n'est intensifier, des politiques répressives aux contraintes capacitaires importantes. Cet article en propose d'abord un résumé avant d'interroger comment le recours aux entreprises privées dans le fonctionnement contemporain des prisons s'explique par le développement conjoint de politiques économiques et répressives.

à paraître

avec Henneguette A. « Privatisation des prisons : la France, un modèle à part ? », *Regards croisés sur l'économie*

Cet article analyse la privatisation des prisons comme un phénomène international aux formes variées. En France, elle s'inscrit dans un double tournant sécuritaire et managérial,

avec une position intermédiaire : si plus de 60 % des prisonnier·es sont concerné·es par des missions déléguées au privé, les fonctions dites régaliennes demeurent publiques. Cet article montre que ce processus s'accompagne de tensions politiques et aboutit au développement par l'État de mécanismes de régulation juridique.

2025 « Surpopulation et construction des prisons. Aux grands maux les faux remèdes », *AOC – Analyse ; Opinion ; Critique*

Depuis le milieu du XX^{ème} siècle, la population carcérale française n'a cessé de croître, battant de nouveaux records et alimentant une surpopulation des prisons à présent structurelle. Les projets de construction d'établissements pénitentiaires se succèdent pour tenter, sans succès, d'endiguer les différents maux dont la prison souffrirait. Cet article, après avoir brossé un bref historique de la relation entretenue entre surpopulation et construction dans le champ carcéral, propose quelques pistes de réflexion pour ne plus penser la construction pénitentiaire comme le principal paradigme de la politique pénale.

Chapitre dans un ouvrage collectif (1)

2023 « Le partenariat public-privé pénitentiaire. Quand le secteur privé devient une ressource pour la politique carcérale », *Les ressources de la privation de liberté*, Actes du 6^{ème} colloque jeunes chercheurs sur la privation de liberté, Éditions Mare & Martin, pp. 103-117

Recensions et notes critiques d'ouvrage (5)

2026 « Anteby, M. (2024). *The Interloper: Lessons from Resistance in the Field*, Princeton University Press. », *Sociologie du travail*, vol. 67, n° 3, <https://doi.org/10.4000/1625j>

2025 « Ducloux T. (2023), *Illuminations carcérales : comment la vie en prison produit du religieux*, Labor et Fides », *Droit et Société*, <https://ds.hypotheses.org/17043>

2025 « Gunderson, A. (2022). *Captive Market: The Politics of Private Prisons in America*. Oxford University Press. », *Gouvernement & action publique*, 14(1), doi.org/10.3917/gap.251.0131

2022 « Chiara Cordelli, (2020) *The Privatized State*. The Princeton University Press. 356 p. », *Gouvernement & action publique*, 11(4), pp. 139-143, doi.org/10.3917/gap.224.0139

2022 avec Oudot J. « Stève Bernardin (dir.), (2022) *Croisades privées et problèmes publics, l'héritage sociologique de Joseph Gusfield*, Presses universitaires de Rennes, 278 p. », Lectures. doi.org/10.4000/lectures.55933

COMMUNICATIONS

Colloques et Journées d'études sur appel (16)

2026 Journée d'étude « Syndicats et action publique : pour un décroisement des recherches », Triangle, Lyon

Av. Corentin Durand (CNRS, Clersé) - Les syndicats des cadres supérieurs de l'administration pénitentiaire : des *think-tanks* de politiques publiques ?

2026 Workshop – Institute for International Research on Criminal Policy - Ghent University

What is (semi)private prisons' core business? - Carceral work and boundary disputes within the French prison system

2026 Journées d'études « Ressources publiques, intérêts privés : ce que les entreprises doivent à l'État », CEET

Des entreprises à l'image de l'État ? Régulations et imitations sur le marché français des prisons publiques-privées

2025 11^{ème} congrès de l'AFS, RT12 – Sociologie de l'économie / RT29 - Sciences et Techniques en Société : « Le coût des infrastructures », Université de Toulouse

« Du mépris au prix ». La privatisation des prisons comme reconstruction des valeurs de l'infrastructure carcérale

2025	<u>11^{ème} congrès de l'AFS, RT23 – Travail, activités, techniques, Université de Toulouse</u> « Tout ça pour des connards qui cassent à fond » ? L'entretien et la dégradation des cellules de prison comme conflit pour l'appropriation de l'environnement carcéral
2025	<u>Journée d'étude RT3 – Normes, déviances et réactions sociales : « Les contours des (dés)enfermements : la déviance et sa régulation entre et au-delà des murs »</u> <i>Bad cops, good people & dirty work</i> : (dis)qualification et (dé)légitimation du travail carcéral à l'épreuve de la privatisation des prisons françaises
2025	<u>Journée d'étude croisée, RT13 – Sociologie du droit / RT29 - Sciences et Techniques en Société « Le droit, une activité infrastructurelle », Paris-Dauphine</u> Un contrat pour les gouverner tous. Écritures, effacements et controverses dans la régulation juridique de la privatisation des prisons françaises
2024	<u>18^{ème} Journées Internationales de Sociologie du Travail, Évry</u> Employer des « dealers » ou des « meurtriers » ? Controverses dans le recrutement de prisonnier·es au service général pénitentiaire
2024	<u>18^{ème} Journées Internationales de Sociologie du Travail, Évry</u> Privatisation de l'activité et segmentations dans le travail des gardien·nes de prison
2023	<u>10^{ème} congrès de l'AFS, RT23 « Travail, activités, techniques », Université de Lyon</u> Des surveillants en quête d'évasion : Continuités dans le travail et ruptures dans la carrière des gardiens de prison
2023	<u>Oñati Institute for the Sociology of Law, Workshop, Espagne</u> When privatization bureaucratizes: controversies and negotiations between French public controllers and private subcontractor managers in the uses of outsourcing prison contracts
2022	<u>RT12 « Économie & Sociologie » Doctoriales, Sciences Po</u> Quand l'administration pénitentiaire fait son marché. L'État au défi de l'entretien du marché de la gestion déléguée de ses prisons
2022	<u>6^{ème} colloque jeunes chercheurs sur la privation de liberté, Université Panthéon-Sorbonne</u> Le partenariat public-privé pénitentiaire. Quand le secteur privé devient une ressource pour la politique carcérale
2021	<u>Centre d'Études Européennes (CNRS/Sciences Po), Doctoriales, Sciences Po</u> Les petites mains de l'État. Le rôle du secteur privé dans la politique carcérale française
2021	<u>9^{ème} congrès de l'AFS, RT1 « Savoirs, travail, profession », Université de Lille</u> Les professions pénitentiaires face à la privatisation : négocier les territoires professionnels dans une organisation en changement
2020	<u>Journées d'études « Enquêter sur les Relations professionnelles », Lyon II et ENS Lyon</u> Ciruler dans une prison semi-privée : quand le sociologue est pris entre oppositions professionnelles, hiérarchiques et sectorielles

Séminaires (invité ou internes) (12)

2026	<u>Séminaire du GRID-CRIM - Groupement de recherche interdisciplinaire dans le champ pénal, criminologique et victimologique (Universités et CHU de Rennes)</u> Conférence sur la thèse
2025	<u>Séminaire de l'axe <i>Analyser l'action publique</i> – Triangle (ENS, U. de Lyon et St-Etienne, IEP, CNRS)</u> L'État et la privatisation de ses prisons - Une déconstruction formatrice ?
2025	<u>Séminaire de l'axe <i>Action publique et transformations de l'État</i> – CSO (CNRS/Sciences Po)</u> Interroger les rapports public-privé au prisme des sociologies politique de l'État et des administrations
2025	<u>Journée d'étude « La surveillance en contexte » - ANR SURPEX – U. Grenoble Alpes/CRJ</u> Surveillance et partenariat public-privé pénitentiaire
2024	<u>Séminaire « Habitats institutionnels » – GIS REHAL</u> « Un grand hôtel avec des barreaux aux fenêtres ». L'infrastructure carcérale entre construction, privatisation et innovation
2024	<u>Séminaire « Genre et monde carcéral » – MSH Paris-Saclay</u> <i>Av. N. Chetcuti-Osorovitz</i> « L'ordre genré carcéral face aux partenariats privés-publics : négociations et conflits dans un marché captif »

2023	<u>Séminaire général – CESDIP (CNRS/UVSQ/CPU)</u> Privatiser la prison, réformer l'administration pénitentiaire : les services de l'État face aux partenariats public-privé
2022	<u>Séminaire de l'axe <i>Gouvernance et organisations économiques</i> – CSO (CNRS/Sciences Po)</u> (avec Oudot J.) - Rationalisation économique des organisations publiques
2022	<u>Séminaire général – CSO (CNRS/Sciences Po)</u> Former l'État par sa privatisation. Sociologie des agencements public-privé au sein des prisons françaises
2021	<u>Séminaire jeune recherche – LIEPP (Sciences Po/UPC)</u> La prison en partenariat public-privé ? Enjeux et dynamiques autour du recours au secteur privé dans le fonctionnement des établissements pénitentiaires
2021	<u>Séminaire général – CSO (CNRS/Sciences Po)</u> Des couloirs de Bercy aux coursives de Fleury : appropriations et conséquences de la gestion déléguée pénitentiaire
2020	<u>Séminaire de l'axe <i>Droit, normes et régulations</i> – CSO (CNRS/Sciences Po)</u> La contractualisation du fonctionnement quotidien des prisons : quel usage du droit dans le contrôle des entreprises par l'administration pénitentiaire

Diffusion de la recherche (13)

Depuis 2026	<u>Interviewé par <i>La Brèche, StreetPress, La Série Documentaire</i> (LSD – France culture)</u>
2025&26	<u>Cours-séminaire <i>Wicked & contemporary public policy problems</i> [AL. Beaussier & C. Halpern] – Sciences Po Paris – M2</u> Unfolding prison privatization: from private accountability to public bureaucratization
2025	<u>Intervention dans le cadre du <i>Groupe Multiprofessionnel des Prisons</i></u> Retour sur la privatisation des prisons internationale et française
2025	<u>Interview – <i>Actu-juridique.fr</i></u> Privatisation des prisons : comprendre les tenants et aboutissants du french model [lien url]
2025	<u>Podcast <i>Objets trouvés</i></u> URL: La privatisation des prisons françaises
2025	<u>Interview – Une thèse, un zoom – RT13 « Sociologie du droit et de la justice »</u> URL: https://droitscisoc.hypotheses.org/2192
2024-25	<u>Cours-séminaire de <i>Sociologie de l'entreprise</i> – ENS Paris-Saclay</u> Intervention et présentation de résultats de recherche
2024	<u>Conférence dans le cadre de la <i>Semaine du droit</i> – ENS Ulm</u> La privatisation des prisons françaises : discussion empirique et théorique sur une reformation contemporaine de l'État
2023	<u>Interview – Gros plan sur la thèse de ... – RT12 « Sociologie économique »</u> URL: https://socioeco.hypotheses.org/7984
2022	<u>Cours-séminaire de Master Sociologie – Sciences Po</u> Intervention et présentation de résultats de recherche
2022	<u>Poster, Séminaire d'intégration, LIEPP (UPC/Sciences Po)</u> La prison en partenariat public-privé
2020	<u>Ciné-débat autour de la prison</u> Projection du film <i>K-Contraire</i> , Cinéma Les 3 Luxembourg, Paris
2019	<u>Intervention à Sciences Po Le Havre – <i>Semaine de réflexion sur la justice</i></u> Sociologie(s) carcérale(s)

PROJETS, RESPONSABILITÉS ET ANIMATIONS DE LA RECHERCHE

PROJET DE RECHERCHE TERMINES

2023-2026	<p>Hébergé par l'ENS-PSL Avec Corentin Durand (CNRS/Clersé) et les élèves de l'ENS Ulm et de l'EHESS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ [R2P] « Les relations professionnelles pénitentiaires » ➤ <i>Terrain entre 2023 et 2026</i> ➤ <i>Valorisation en cours</i> [projet de JE & d'ouvrage collectif] <p>Coordination entre 2023 et 2026 d'une enquête sur de multiples dimensions de l'activité syndicale au sein de l'administration pénitentiaire avec des étudiant-es de l'ENS et de l'EHESS. À partir d'entretiens (n > 45) et de sources écrites, l'objectif est double : d'une part comprendre la place que prennent les syndicats au sein du quotidien de travail en prison et dans d'autres espaces de l'administration pénitentiaire ; d'autre part saisir les spécificités des relations professionnelles au prisme de l'activité pénitentiaire. Jusqu'à présent, le projet a permis d'interroger le lien entre relations professionnelles et réformes statutaires ; place de la féminisation dans les discours syndicaux pénitentiaires ; concurrence au sein du syndicalisme de cadres et lobbying politique ; engagement individuel dans le syndicalisme de service ; modes d'action au sein d'administrations dites régaliennes.</p>
-----------	--

PROJET DE RECHERCHE EN COURS

Depuis 2026	<p>Projet financé par le CEET sur l'année 2026/2027</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ [RUPTURE] « Rompre avec l'État. Pour une sociologie des départs de fonctionnaires » <p>En se concentrant sur les fonctionnaires (excluant donc les contractuels) et sur les sorties engagées avec leur consentement (excluant ici les licenciements pour faute grave), ce projet cherche à mieux cerner une population méconnue et une des fins des carrières de la fonction publique qui n'est ni la retraite, ni le décès. Choissant de prendre la sortie de la fonction publique au sens strict et en écartant les disponibilités, détachements ou congés longs, il interroge autant ces sorties à l'aune du renoncement au statut de « l'emploi à vie » que de la « vocation du service public » qui deviendrait ici temporaire : comment la sortie de la fonction publique vient-elle réinterroger ces deux composantes ? Il entend saisir cet objet par le haut pour saisir les pratiques des services RH de l'État, par le bas pour comprendre les trajectoires biographiques et professionnelles des partant-es et par les statistiques pour cartographier une population encore très méconnue.</p>
-------------	--

ORGANISATIONS D'ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES

à venir (2027)	<p>Journée d'étude - Av. Madeleine de Wispelaere « Des ouvrier-es-fonctionnaires ? Interroger les segments subalternes de la fonction publique, interroger les transformations de l'être et du faire de l'État » - CEET – 2 février 2027</p>
2026	<p>Doctoriales du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » - Université Lyon 2 – 19/03/26</p>
2025	<p>Panels du congrès 2025 de l'AFS du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » <i>Droit, justice et environnement</i></p>
2024	<p>Doctoriales du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » - Sciences Po Paris – 16/05/24</p>
2023	<p>Panels du congrès 2023 de l'AFS du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » <i>Le droit et la justice face aux circulations et intersections</i></p>
2022	<p>Doctoriales du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » - Université Paris-Dauphine – 4/04/22</p>

CONTRIBUTIONS A LA VIE DE LA RECHERCHE

Depuis 2025	Co-responsable avec Virginie Blum et Lisa Buchter du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » de l'Association Française de Sociologie
Depuis 2021	Membre du bureau du RT13 « Sociologie du droit et de la justice » de l'Association Française de Sociologie Comité d'organisation des Doctoriales inter-congrès 2022 ; 2024 ; 2026 Comité d'organisation des Sessions de l'AFS 2023 ; 2025 Co-gestion du carnet hypothèses et de « Une thèse, un zoom » : une dizaine d'interviews réalisée depuis 2023 Organisation de multiples séminaires mensuels au sein du RT
2025-2027	Membre du Comité d'orientation (<i>Doctoral Advisory Committee</i> / Comité d'orientation) de la thèse d'Amandine Vanscheeuwijck (Ghent University)
2024 ; 25	Évaluateur pour : - <i>Revue Française d'Administration Publique (2024-25)</i> - <i>Revue Française de Socio-Économie (2026)</i> - <i>Insight Grants du Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (2026)</i>

COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES

Langues	Français langue maternelle ; Anglais courant ; Espagnol compétence professionnelle
Réf. bibliographique	Zotero
Traitement statistique	Stata, R, SPAD
Site web	Wordpress (via Hypothèses)
CAQDAS	ATLAS T.I. ; Nvivo
Cartographie	Khartis